

Sûreté nucléaire: nouvelle bataille à l'Assemblée sur le projet de fusion ASN-IRSN

Papier Général | parlement | énergie | nucléaire | gouvernement | social | environnement

Paris, France | AFP | lundi 11/03/2024 - 14:17 UTC+1 | 633 mots

par Cédric SIMON

La réforme de la sûreté nucléaire promet de nouveaux débats survoltés lundi à l'Assemblée nationale, où le gouvernement espère rétablir un article-clé de son projet controversé de fusion entre l'ASN, gendarme du nucléaire, et l'IRSN, expert technique du secteur.

L'examen du projet de loi devrait démarrer en fin de journée dans l'hémicycle. Avec d'emblée pour l'exécutif un obstacle de taille à franchir : une "motion de rejet" de l'ensemble du texte, déposée par le groupe indépendant Liot (Liberté, Indépendants, Outre-Mer et Territoires).

En mars 2023, une coalition des députés d'opposition avait réussi à mettre en échec la fusion des deux organismes de sûreté nucléaire: le projet de loi de relance du nucléaire avait été adopté, mais sans l'amendement de l'exécutif sur la fusion ASN/IRSN.

La réforme, au cœur d'un nouveau texte dédié cette fois à la sûreté nucléaire et déjà adopté en première lecture par le Sénat, a essuyé un nouveau revers la semaine dernière à l'Assemblée: l'article-clé sur la fusion a été supprimé en commission dans une atmosphère tendue.

Pour éviter une nouvelle déconvenue, "on a beaucoup travaillé à la mobilisation de la majorité pour ce soir, et des groupes dont on sait qu'ils sont plutôt favorables au texte", a expliqué lundi devant des journalistes la ministre des Relations avec le Parlement, Marie Lebec.

Lors de la séance publique, le camp présidentiel veut revenir à la charge avec des amendements de rétablissement de l'article phare du projet de loi.

Dans le contexte d'un vaste plan de relance de l'atome, le gouvernement souhaite mettre fin au système dual actuellement en place, en regroupant l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), chargé de l'expertise technique, et l'Autorité de sûreté du nucléaire (ASN), le gendarme des centrales.

- "Jour symbole" -

Ces deux entités fusionnées formeraient alors, au 1er janvier 2025, l'"Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection" (ASNR).

L'objectif étant de "regrouper les savoir-faire", de "fluidifier" le secteur et de réduire les délais dans les processus d'expertise, d'autorisation et de contrôle.

Mais cette réforme suscite l'ire des syndicats de l'IRSN et de l'ASN. Elle est aussi combattue par la gauche, des experts et des associations environnementales, et suscite des réserves jusque dans la majorité.

Ses détracteurs alertent notamment sur le risque de désorganisation du système, de perte d'indépendance des experts, et de transparence à l'égard du public.

"Le gouvernement n'a pas d'autre choix que d'abandonner définitivement cette réforme", estime la députée écologiste Julie Laernoès, l'une des parlementaires en pointe contre ce projet.

La fusion "risque d'aboutir à un véritable choc de cultures qui nécessitera une période de réadaptation avant de redevenir pleinement efficace", ont estimé dans un communiqué commun les députés LFI, socialistes, communistes et écologistes.

Et ce alors que le système actuel "fait de la sûreté nucléaire française un modèle d'excellence dans le monde entier", jugent-ils.

L'examen du projet de loi, et des plus de 350 amendements déposés, est inscrit jusqu'à mercredi à l'ordre du jour de l'Assemblée.

"L'avenir de la gouvernance des risques nucléaires et radiologiques est entre vos mains", a alerté l'intersyndicale de l'IRSN dans une lettre ouverte aux députés, les exhortant à ne pas exprimer par leur vote une position sur la relance du nucléaire, mais plutôt sur "la sûreté des installations nucléaires et la protection des populations".

Ces syndicats, qui pointent le risque de "dispenser les compétences d'expertise", ont prévu d'aller tracter à Paris, au Forum des Halles et à la gare Montparnasse, ce lundi, "jour symbole" qui marque également le 13e anniversaire de la catastrophe de Fukushima.

cds/sac/sde/dch

© Agence France-Presse